

Comme flèche du Parthe, je voudrais demander au député comment il se fait qu'en vertu du Programme énergétique national, qui a été mis en œuvre par les libéraux et appuyé par son parti, les économies réalisées grâce à la chute des prix pétroliers ne profitaient pas aux consommateurs alors qu'à la suite du nouvel accord énergétique conclu par notre ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney), le consommateur bénéficie des baisses de prix. Le député pourrait-il nous préciser comment il peut nous mettre dans le même sac que la bande qui siège à sa droite? Ce sont eux qui nous ont placés dans la situation difficile où nous sommes à l'heure actuelle et dont nous tentons de sortir.

M. Rodriguez: Monsieur le Président, tout d'abord, je voudrais revenir sur les observations de la députée au sujet des distractions. Quand je veux me distraire, je lis normalement tout sur ses relations avec son association de comté; c'est extrêmement divertissant.

[Français]

Mme Mailly: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre! L'honorable députée de Gatineau (M^{me} Mailly) invoque le Règlement.

Mme Mailly: Monsieur le Président, je crois qu'il y a un règlement dans cette Chambre à l'effet que la discussion doit être pertinente. J'ai maintenant une bonne association de circonscription, mais ce monsieur ne peut répondre à mes questions et c'est pourquoi il utilise cette façon. C'est une façon vraiment grossière.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): Je suis ici depuis 18 ans et il est parfois difficile d'établir le lien de certaines interventions avec le débat.

Je crains qu'il ne faille venir à la rescousse du député de Nickel Belt (M. Rodriguez) d'ici quatre heures. Je me dois de l'aider un peu et je vais lui redonner la parole. Le député de Nickel Belt.

M. Rodriguez: Monsieur le Président, la députée sait décocher les flèches mais ne supporte pas d'en recevoir. Si le feu des débats lui est insupportable qu'elle quitte la cuisine.

Mme Mailly: C'est de mauvais goût, John.

M. Rodriguez: Notre parti ne cherche pas à étouffer les sociétés. En 1982, la Banque royale a gagné des centaines de millions de dollars mais n'a pas payé un cent d'impôt sur le revenu. Les commis de la banque payaient plus d'impôt que la banque elle-même. A la Banque de Montréal, c'était la même chose. Bill James, le président de Falconbridge, m'a dit ceci: «Je vais vous confier quelque chose, John. Falconbridge n'a pas payé un sou d'impôt sur les sociétés depuis que je suis devenu président il y a trois ans. Et je ne compte pas en payer non plus». Hier encore, il m'a dit ceci: «A quoi bon prévoir une surtaxe si on ne paie pas d'impôt du tout».

John Bulloch a affirmé que le taux d'imposition réel des grandes entreprises était de 16 p. 100 et qu'il était de 19 p. 100 pour les petites. Je me demande quel est le taux réel pour le

Pouvoir d'emprunt—Loi

simple travailleur. Il n'est pas question de ruiner les entreprises. Nous leur demandons simplement de payer leur juste part d'impôt afin d'aider le pays où elles puisent toutes leurs richesses. C'est tout ce que nous demandons au gouvernement. Nous avons demandé la même chose aux libéraux. Mais comme nos vis-à-vis fréquentent les mêmes clubs de bailleurs de fonds, ils refusent à leur tour.

Pour répondre à l'autre question du député, nous n'avions appuyé aucun budget libéral au cours des quatre dernières années. Nous n'avions pas appuyé non plus le Programme énergétique national. Mes collègues viennent de me le rappeler.

La députée me demande comment je peux la confondre avec les libéraux. Les membres de son parti sont taillés dans la même étoffe. Les deux partis ont les mêmes amis à Bay Street et c'est pourquoi ils se ressemblent.

● (1550)

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, je vous prie. Je crois que la période réservée aux questions et aux observations est terminée.

M. William G. Lesick (Edmonton-Est): Monsieur le Président . . .

M. Jourdenais: Changez un peu le ton.

M. Lesick: Bien sûr que je vais changer le ton du débat en mettant un peu de raison dans ce qu'on a dit précédemment. C'est un plaisir pour moi que de vous parler du projet de loi C-99, portant pouvoir d'emprunt d'une valeur de \$22,600,000,000 vu que nous avons très bien réussi l'an dernier.

Il me serait difficile de ne pas parler du discours du député de Nickel Belt (M. Rodriguez). Les conservateurs avaient formé un très bon gouvernement qui n'a duré que neuf mois parce que les libéraux et les néo-démocrates qui avaient frayed avec les libéraux, ont joint leurs efforts pour précipiter sa chute. A ce moment-là, la dette nette s'élevait à 84 milliards et après le passage des néo-démocrates et des libéraux, la dette était montée à \$191,448,000,000. Voilà le genre d'opération à laquelle ont participé les néo-démocrates.

Je suis toujours heureux de prendre la parole à la Chambre surtout lorsque c'est vous qui présidez, monsieur le Président. Nous venons tous deux d'une merveilleuse ville et votre personnalité nous irradie tous.

Des voix: Bravo!

M. Lesick: Le ministre des Finances (M. Wilson) a rempli les engagements que nous avons contractés envers la population du Canada en 1984. A franchement parler, je suis profondément attristé par ce que j'ai entendu dans la bouche des libéraux et des néo-démocrates. Parlons tout d'abord des libéraux. Pour bien comprendre ma réaction à leurs propos, il faut savoir ce qui s'est passé naguère. Il faut connaître son histoire pour en tirer des leçons profitables. Mais c'est à croire que nos collègues de l'opposition n'apprennent jamais rien.